

## Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : 25  
Annonce No **20-82667**  
Travaux

---

*Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : GRAND BESANCON METROPOLE.

Correspondant : M. Fousseret Jean-Louis, Président,  
4, rue Gabriel Plançon 25043 Besançon Cedex,  
tél. : 03-81-87-88-89,  
courriel : [agglomeration@grandbesancon.fr](mailto:agglomeration@grandbesancon.fr)  
adresse internet : <http://www.grandbesancon.fr>.  
Adresse internet du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>.  
Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

*Principale(s) Activité(s) de l'entité adjudicatrice* : Eau.

*Objet du marché* : **équipement du forage de reconnaissance F6 et pompages d'essai.**

*Type de marché de travaux* : exécution.  
*CPV - Objet principal* : 45262220.  
*Lieu d'exécution* : Geneuille, 25870 Geneuille.  
*Code NUTS* : FRC.

*Caractéristiques principales* :

la communauté urbaine de Grand Besançon Métropole (Gbm) souhaite réaliser et équiper son forage de reconnaissance F6 réalisé en 2018 par l'entreprise vauthrin forages, afin d'accroître ses capacités à subvenir aux besoins d'adduction en eau potable.

*Options : descriptions concernant les achats complémentaires* : l'entité adjudicatrice se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

*Des variantes seront-elles prises en compte*: oui.

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : non.

Prestations divisées en lots : non.

*Cautionnement et garanties exigés* : une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

*Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent* : financement par ressources propres.

*Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché* : aucune forme de groupement imposée à l'attributaire du marché.

*Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature* : français.  
*Unité monétaire utilisée, l'euro.*

*Conditions de participation :*

*Situation juridique - références requises :*

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
- renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail.

*Capacité économique et financière - références requises :* déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

*Référence professionnelle et capacité technique - références requises :* - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années

- certificats de capacité pour des travaux similaires
- liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)
- déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat.

*Marché réservé :* non.

*Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :*

*Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :*

- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après);
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

*Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :*

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature;
- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat : certificats de capacité pour des travaux similaires;
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Formulaire DC 4, Déclaration de sous-traitance (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>);
- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre;
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

*Critères d'attribution :*

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Type de procédure : procédure adaptée.

**Date limite de réception des offres : 31 juillet 2020, à 12 heures.**

Délai minimum de validité des offres : 150 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Renseignements complémentaires :

Il s'agit d'un marché à tranches : tranche ferme et tranche optionnelle.

La durée du contrat est de 3 mois. L'intégralité des travaux devra impérativement être terminée pour fin mai 2021. L'Exécution de la période de préparation débute à compter de la date fixée par ordre de service.

L'Exécution des travaux, tranche ferme, débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Si lors des travaux d'alésage il s'avère que le puits est obstrué, l'entité adjudicatrice pourra décider d'affermir la tranche optionnelle.

L'Exécution de cette tranche optionnelle débute à compter de la date fixée par l'ordre de service.

- période de préparation du chantier : 1 mois maximum

- période d'exécution des travaux : 2 mois.

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (offre de base).

Ils peuvent également présenter, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, une offre comportant une variante. Cette variante, qui sera proposée, portera uniquement sur la méthodologie de forage.

La visite de site n'est pas obligatoire mais conseillée notamment pour que les entreprises prennent en compte les accès et de la plateforme à disposition. Le titulaire du marché ne pourra pas demander de plus-value par rapport à des problèmes d'accès.

Pour la visite de site facultative, l'entreprise contactera le GBM conformément à la prescription stipulée à l'article 2.4 du Règlement de la consultation.

Après examen des offres, l'entité adjudicatrice engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, l'entité adjudicatrice se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 29 juin 2020.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Besançon  
30 rue Charles Nodier 25044 Besançon Cedex 3,  
tél. : 03-81-82-60-00,  
courriel : [greffe.ta-besancon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-besancon@juradm.fr),  
télécopieur : 03-81-82-60-01  
adresse internet : <http://besancon.tribunal-administratif.fr/>.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal Administratif de Besançon  
30 rue Charles Nodier 25044 Besançon Cedex 3,  
tél. : 03-81-82-60-00,  
courriel : [greffe.ta-besancon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-besancon@juradm.fr),  
télécopieur : 03-81-82-60-01  
adresse internet : <http://besancon.tribunal-administratif.fr/>.

Mots descripteurs : Alimentation en eau potable, Equipement hydraulique, Forage.